



L'argent ne fait pas le bonheur

Nous sommes en droit de nous demander si les menaces à l'annexion du Canada ne serviraient pas de diversion pour affaiblir notre économie au profit de l'Ontario, poids lourd incontesté de la fédération. En effet, l'idée d'abolir les barrières tarifaires entre les provinces en prétextant une augmentation promise de 5% du PIB, pourrait être un piège pour nos industries et nos emplois qui seront vites aspirées vers Toronto et ses banlieues tentaculaires. Dans l'industrie de la construction, finies les cartes de compétence, ce qui permettrait à tout le monde de venir travailler sur nos chantiers en anglais s.v.p. Pour l'industrie de la bière, les micro brasseries ont peu de chance de résister aux plus bas prix permis par les volumes de production ontarien, etc.

Ceux qui vantent l'abolition des barrières tarifaires s'empressent de s'attaquer aux sociétés d'État, importantes sources de revenu pour le Québec. Hydro-Québec

nous garantit le plus bas prix au monde pour chaque kilowatt.

En Ontario, tout comme en France et aux États-Unis, les législations néolibérales ont mise sur le marché l'électricité, désormais revendue par des négociants qui font miroiter des rabais qui n'arrivent jamais. En fait, pour plusieurs, les factures d'électricité ont plus que doublées tandis que les profits des sociétés d'État ont fondu comme neige au soleil.

Ça c'est le règne du libre-marché qui par sa main invisible va ouvrir les portes de la bergerie aux prédateurs. Bêlant en faveur de notre propre asservissement, nous attendons de nous faire tondre. À moins que cette fois le loup ne nous dévore complètement, un gigot à la fois.

En passant, il peut fort bien avoir une croissance du PIB sans création d'emploi ou répartition de la richesse, mais il y aura certes une croissance du capital. De plus, il est démontré qu'un accroissement du PIB correspond à un accroissement des inégalités.

À partir d'un certain niveau, le terme « faire de l'argent » n'a rien

à voir avec un travail productif de quoi que ce soit, ce ne sont que des millions qui en engendrent d'autres, souvent en dévorant au passage ceux et celles qui n'ont pas les moyens de se défendre.

Ce qui est fascinant dans le capitalisme, c'est sa propension à créer de la richesse, la faire croître dans des bulles spéculatives qui finissent tôt ou tard par éclater et réduisent à néant des fortunes imaginaires inscrites en bourse. Dans sa dynamique, il doit détruire la richesse qu'il créé pour pouvoir en créer d'autre. Avouer que c'est quand même fascinant, détruire sans cesse pour pouvoir créer à nouveau. Au fond, cela ressemble pas mal à la loi de la jungle, manger ou être dévoré. Est-ce bien le monde que nous voulons ?

Yves Carrier

Dans ce numéro :

L'intelligence artificielle	2—3
L'évêque Budde	3—6
Le fils légitime	6-13
Conseil de sécurité	14-15
Des nouvelles du CAPMO	16

Choc mondial autour de l'IA : Les États-Unis, l'Europe et la Chine affichent leurs divergences au Sommet de Paris

Par: Isabel Cortés

Le Sommet pour l'Action en matière d'Intelligence Artificielle, qui s'est tenu à Paris du 10 au 11 février 2025, est devenu l'épicentre d'un débat intense sur l'avenir de l'IA à l'échelle mondiale. Des dirigeants internationaux, des cadres de grandes entreprises technologiques et des experts du domaine se sont réunis dans le but de poser les bases d'un développement responsable de cette technologie en constante évolution. L'un des points clés du sommet a été l'adoption du tout premier accord juridiquement contraignant visant à garantir que l'utilisation des systèmes d'IA respecte pleinement les droits humains, les principes démocratiques et l'état de droit. Cependant, ce qui est apparu clairement, ce sont les profondes divergences entre les États-Unis, l'Europe et la Chine sur la réglementation et l'avancement de l'IA.

Organisé par le président français Emmanuel Macron et le premier ministre indien Narendra Modi, le sommet a rassemblé des figures clés telles que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le chancelier allemand Olaf Scholz, le premier ministre canadien Justin Trudeau, ainsi que les directeurs généraux de grandes entreprises technologiques telles qu'Open AI, Microsoft et Google. Les États-Unis étaient représentés par leur vice-président, J.D. Vance, effectuant sa première visite officielle à l'étranger, tandis que la Chine avait délégué son vice-premier ministre, Zhang Guoqing, signe clair que Pékin ne souhaitait pas rester en marge des discussions.

Divergences en matière de réglementation de l'IA

L'un des points les plus controversés du sommet concernait l'approche réglementaire. Tandis que l'Europe insiste sur la nécessité d'une réglementation stricte pour garantir la sécurité et l'éthique du développement de l'IA, les États-Unis défendent une approche plus flexible. Le vice-président Vance a averti qu'une réglementation excessive pourrait freiner l'innovation et la compétitivité des entreprises technologiques américaines, s'alignant ainsi sur la position de l'administration Trump, favorable à une intervention gouvernementale minimale.

De son côté, l'Union européenne a clairement exprimé sa volonté d'équilibrer innovation et contrôle. Ursula von der Leyen a annoncé un ambitieux plan d'investissement de 200 milliards d'euros pour le développement de l'IA en Europe, incluant la création de quatre giga fermes spécialisées dans l'entraînement de modèles avancés. Son message était clair : "l'Europe ne veut pas être laissée pour compte dans la course technologique, mais pas au détriment du contrôle des risques inhérents à cette technologie puissante".

La Chine, quant à elle, a profité de l'occasion pour démontrer son influence croissante dans le domaine. Avec la récente présentation de son chatbot Deep Seek, capable de rivaliser avec des modèles occidentaux tels que Chat GPT, Pékin a clairement indiqué que son engagement envers l'IA est sérieux et ambitieux.

La signature par la Chine du document final du sommet, plaidant pour une IA ouverte et inclusive, a contrasté avec le refus des États-Unis et du Royaume-Uni de le ratifier, illustrant ainsi les différences d'approche en matière de gouvernance de l'IA.

Accords et engagements

Malgré ces divergences, le sommet a abouti à un consensus important : 61 pays ont signé une déclaration commune visant à promouvoir une IA éthique, sûre et centrée sur l'humain. Parmi les engagements pris figurent la prévention de la concentration des entreprises, la promotion d'une IA durable et le respect des droits humains, de l'égalité des genres et de la diversité linguistique. En outre, la création d'une plateforme de collaboration entre le secteur public et privé a été annoncée, ainsi que l'établissement d'observatoires chargés d'évaluer

l'impact de l'IA dans divers domaines.

La rencontre de Paris a clairement montré que la gouvernance de l'intelligence artificielle représente un défi complexe nécessitant une coopération internationale. Tandis que l'Europe cherche à concilier innovation et réglementation, les États-Unis misent sur une stratégie plus libérale pour maintenir leur leadership technologique, et la Chine avance à grands pas avec un modèle combinant développement rapide et contrôle gouvernemental. Les différences sont manifestes, mais la nécessité d'un dialogue continu est indéniable. La grande question reste de savoir si le monde parviendra à trouver une voie commune avant que l'IA ne progresse plus vite que la capacité à la réglementer.

Sermon de l'évêque Mariann Budde du 10 janvier 2025

Cathédrale de Washington D.C.,

donné devant le candidat élu à la présidence des États-Unis

Ô Dieu, tu nous as créés à ton image et tu nous as rachetés par l'intermédiaires de Jésus. Ton Fils: Regarde avec compassion toute la famille humaine; enlève l'arrogance et la haine qui infectent nos cœurs; fais tomber les murs qui nous séparent; unis-nous dans des liens d'amour; et travaille à travers nos luttes et notre confusion pour accomplir tes desseins sur la Terre; afin qu'en ton temps, toutes les nations et toutes les races puissent te servir dans l'harmonie autour de ton trône céleste; par Jésus-Christ Notre Seigneur.

Jésus a dit : « Quiconque entend mes paroles et les mets en pratique sera semblable à un homme sage

qui a bâti sa maison sur le roc. La pluie est tombée, les inondations sont venues, les vents ont soufflé et se sont abattus sur cette maison, mais elle n'est pas tombée, parce qu'elle était fondée sur le roc. Quiconque entend mes paroles et ne les mets pas en pratique sera semblable à un homme insensé qui a bâti sa maison sur le sable. La pluie est tombée, les flots ont déferlé, les vents ont soufflé et battu cette maison, et elle est tombée, et sa chute a été grande. Quand Jésus eut achevé de dire ces choses, les foules furent frappées par son enseignement, car il enseignait comme quelqu'un qui a de l'autorité, et non comme leurs scribes. (Matthieu 7,24-29).

Rejoints par de nombreuses personnes à travers le pays, nous nous sommes rassemblées ce matin pour prier pour l'unité de notre nation — non pas pour un accord, politique ou autre, mais pour le type d'unité qui favorise la communauté au-delà de la diversité et de la division, une unité qui sert le bien commun.

L'unité, dans ce sens, est le seuil requis pour que les gens puissent vivre ensemble dans une société libre, c'est le roc solide, comme l'a dit Jésus, dans ce cas, sur lequel on peut construire une nation. Ce n'est pas la conformité. Ce n'est pas une victoire de l'un sur l'autre. Ce n'est pas une politesse lasse ni une passivité née de l'épuisement. L'unité n'est pas partisane.

L'unité est plutôt une façon d'être ensemble qui englobe et respecte les différences, qui nous apprend à considérer les multiples perspectives et expériences de vie comme valables et dignes de respect, qui nous permet, dans nos communautés et dans les lieux de pouvoir, de nous soucier sincèrement les uns des autres même lorsque nous ne sommes pas d'accord. Ceux qui, dans notre pays, consacrent leur vie ou se portent volontaires pour aider les autres en cas de catastrophe naturelle, souvent au péril de leur vie, ne demandent jamais à ceux qu'ils aident pour qui ils ont voté lors des dernières élections ou quelles sont leurs positions sur un sujet particulier. C'est en suivant leur exemple que nous donnons le meilleur de nous-mêmes.

L'unité est parfois sacrificielle, de la même manière que l'amour est sacrificiel, un don de soi pour le bien d'autrui.

Dans son sermon sur la montagne, Jésus de Nazareth nous exhorte à aimer non seulement nos voisins, mais aussi nos ennemis, à prier pour ceux qui nous

persécutent, à être miséricordieux comme notre Dieu est miséricordieux et à pardonner aux autres comme Dieu nous pardonne. Jésus a fait des pieds et des mains pour accueillir ceux que sa société considérait comme des parias.

Je vous accorde que l'unité, dans ce sens large et étendu, est une aspiration, et c'est prier pour beaucoup de choses — une grande demande à notre Dieu, digne du meilleur de ce que nous sommes et de ce que nous pouvons être. Mais nos prières ne servent pas à grand-chose si nous agissons de manière à approfondir et à exploiter les divisions qui existent entre nous. Nos Écritures sont très claires: Dieu n'est jamais impressionné par les prières lorsque les actions ne sont pas guidées elles. Dieu ne nous pardonne pas non plus si nous agissons de manière à approfondir et à exploiter les divisions qui existent entre nous. Dieu ne nous épargne pas non plus les conséquences de nos actes qui, en fin de compte, comptent plus que les mots que nous prions.

Ceux d'entre nous qui sont réunis ici dans cette cathédrale ne sont pas naïfs face aux réalités de la politique. Lorsque le pouvoir, la richesse et des intérêts concurrents sont en jeu, lorsque les points de vue sur ce que l'Amérique devrait être sont en conflit, lorsque des opinions fortes s'expriment à travers un éventail de possibilités et que des compréhensions radicalement différentes de ce que doit être la bonne ligne de conduite, il y aura des gagnants et des perdants lorsque des votes seront exprimés ou que des décisions seront prises qui détermineront le cours de la politique publique et la priorisation des ressources.

Il va sans dire que dans une démocratie, les espoirs et les rêves de chacun ne se réaliseront pas au cours d'une session législative, d'un mandat présidentiel ou même d'une génération. Les prières spécifiques de chacun — pour ceux d'entre nous qui sont des personnes de prière — ne seront pas exaucées comme nous le souhaiterions. Mais pour certains, la perte de leurs espoirs et de leurs rêves sera bien plus qu'une défaite politique, mais plutôt une perte d'égalité, de dignité et de moyen de subsistance.

Dans ces conditions, une véritable unité entre nous est-elle possible ? Et pourquoi devrions-nous nous en préoccuper ?

J'espère que nous nous en soucions, car la culture du mépris qui s'est normalisée dans notre pays menace de nous détruire. Nous sommes tous bombardés quotidiennement de messages provenant de ce que les sociologues appellent aujourd'hui : « le complexe industriel de l'outrage », dont certains sont dirigés par des forces extérieures dont les intérêts sont favorisés par une Amérique polarisée. Le mépris alimente nos campagnes politiques et les médias sociaux, et nombreux sont ceux qui en tirent profit. Mais c'est une façon dangereuse de diriger un pays.

Je suis une personne de foi et, avec l'aide de Dieu, je crois que l'unité de ce pays est possible — parfaitement, car nous sommes des personnes imparfaites et une union imparfaite — mais suffisamment pour que nous continuions à croire et à travailler à la réalisation des idéaux des États-Unis d'Amérique — idéaux exprimés dans la Déclaration d'indépendance, avec son affirmation de l'égalité et de la dignité inhérentes de l'être humain.

Et nous avons raison de prier pour que Dieu nous aide à chercher l'unité, car nous avons besoin de

l'aide de Dieu, mais seulement si nous sommes nous-mêmes prêts à entretenir les fondations sur lesquelles repose l'unité. À l'instar de l'analogie de Jésus avec la construction d'une maison de foi sur le roc de ses enseignements, par opposition à la construction d'une maison sur le sable, les fondations dont nous avons besoin pour l'unité doivent être suffisamment solides pour résister aux nombreuses tempêtes qui la menacent.

Quels sont les fondements de l'unité ? En m'inspirant de nos traditions et de nos textes sacrés, je dirais qu'il y en a au moins trois.

Le premier fondement de l'unité est **d'honorer la dignité inhérente à chaque être humain**, qui est, comme l'affirment toutes les confessions représentées ici, le droit de naissance de tous les peuples en tant qu'enfants du Dieu unique. Dans le discours public, honorer la dignité de chacun signifie refuser de se moquer, de rabaisser ou de diaboliser ceux avec qui nous sommes en désaccord, et choisir au contraire de débattre respectueusement de nos différences et, chaque fois que cela est possible, de chercher un terrain d'entente. Si un terrain d'entente n'est pas possible, la dignité exige que nous restions fidèles à nos convictions sans mépriser ceux qui ont leurs propres convictions.

Un deuxième fondement de l'unité est **l'honnêteté**, tant dans les conversations privées que dans le discours public. Si nous ne sommes pas disposés à être honnêtes, il ne sert à rien de prier pour l'unité, car nos actions vont à l'encontre des prières elles-mêmes.



alors à deux doigts de nous étiqueter comme les bons et les méchants.

La vérité est que nous sommes tous des personnes, capables du meilleur comme du pire. Alexandre Soljenitsyne a judicieusement observé que « la ligne de démarcation entre le bien et le mal ne passe pas par les États, ni par les classes sociales, ni par les partis politiques, mais par chaque cœur humain et par tous les cœurs humains ». Plus nous en prenons conscience, plus nous avons de place en nous pour l'humilité et l'ouverture à

Nous pourrions, pendant un certain temps, prouver un faux sentiment d'unité chez certains, mais pas l'unité plus solide et plus large dont nous avons besoin pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés.

Pour être juste, nous ne savons pas toujours où se trouve la vérité, et beaucoup de choses vont à l'encontre de la vérité aujourd'hui, de manière stupéfiante. Mais lorsque nous savons ce qui est vrai, il nous incombe de dire la vérité, même lorsque — et surtout lorsque — cela nous coûte.

Un troisième fondement de l'unité est **l'humilité**, dont nous avons tous besoin, car nous sommes tous des êtres humains faillibles. Nous commettons des erreurs. Nous disons et faisons des choses que nous regrettons. Nous avons nos angles morts et nos préjugés, et nous sommes peut-être les plus dangereux pour nous-mêmes et pour les autres lorsque nous sommes persuadés, sans l'ombre d'un doute, que nous avons tout à fait raison et que quelqu'un d'autre a tout à fait tort. Nous sommes

l'autre au-delà de nos différences, parce qu'en fait, nous sommes plus semblables les uns les autres que nous ne le pensons, et nous avons besoin les uns des autres.

Il est relativement facile de prier pour l'unité dans les occasions de grande solennité. Elle est beaucoup plus difficile à réaliser lorsque nous sommes confrontés à de réelles différences dans l'arène publique. Mais sans unité, nous bâtissons la maison de notre nation sur du sable.

Avec un engagement en faveur de l'unité qui intègre la diversité et transcende les désaccords, et les solides fondations de dignité, d'honnêteté, et d'humilité qu'une telle unité requiert, nous pouvons faire notre part, à notre époque, pour aider à réaliser les idéaux et le rêve de l'Amérique.

Permettez moi de vous adresse un dernier appel, Monsieur le Président. Des millions de personnes vous ont fait confiance. Comme vous l'avez dit hier à la nation, vous avez senti la main providentielle d'un Dieu aimant (lors de l'attentat contre sa personne).

Au nom de notre Dieu, je vous demande d'avoir pitié des personnes de notre pays qui ont peur en ce moment. Il y a des enfants gays, lesbiens et transgenres dans des familles démocrates, républicaines et indépendantes qui craignent pour leur vie. Et les personnes qui cueillent nos récoltes et nettoient nos immeubles de bureaux, qui travaillent dans nos élevages de volailles et nos usines d'emballage de viande, qui font la vaisselle dans les restaurants et qui travaillent de nuit dans les hôpitaux, ne sont peut-être pas des citoyens ou n'ont pas les papiers nécessaires, mais la grande majorité des immigrants ne sont pas des criminels. Ils paient des impôts et sont de bons voisins. Ils sont des membres fidèles de nos églises, mosquées et synagogues, gurdwara et temples. Mais je vous demande d'avoir pitié Monsieur le Président de ceux qui, dans nos communautés, ont des enfants qui craignent que leurs parents

leur soient enlevés. Aidez ceux qui fuient les zones de guerre et les persécutions dans leur propre pays à trouver ici compassion et accueil. Notre Dieu nous enseigne que nous devons être miséricordieux envers l'étranger, car nous avons été un jour des étrangers sur cette terre.

Que Dieu donne à tous la force et le courage d'honorer la dignité de chaque être humain, de nous dire la vérité dans l'amour et de marcher humblement les uns avec les autres et avec notre Dieu, pour le bien de tous les habitants de cette nation et du monde.

Post-scriptum

Suite à ce sermon adressé au nouveau président, celui-ci s'est senti offusqué et il a critiqué la pasteure sur un célèbre réseau social. Depuis le 11 janvier, elle reçoit des menaces de mort sur les réseaux sociaux.

TRUMP : LE FILS LÉGITIME DE L'EUROPE

Par Boaventura de Sousa Santos*

14 février 2025,

[Trump: hijo legítimo de Europa - Other News - Voz en contra de la corriente](#)

Trump est un fils légitime, et non un bâtard, de l'Europe moderne. Comme Hitler l'était à son époque. La mère qui a donné naissance à ces enfants en donnera naissance à d'autres jusqu'à ce qu'elle soit dévorée par l'un d'eux, peut-être par Trump lui-même. Au lieu que le Saturne de Goya dévore ses enfants, ce sera l'Europe qui sera dévorée par ses enfants. Dans cette métaphore, être dévoré ne signifie pas disparaître. Il s'agit de revenir à ce qu'elle était jusqu'au XIVE siècle, un coin insignifiant de la Grande Eurasie dans lequel la Méditerranée orientale se

dressait comme un pont entre les mondes oriental et occidental connus à cette époque. Trump a commencé à déstabiliser l'Europe en 2016, la dévorant pour atténuer les pires conséquences du déclin de l'impérialisme américain.

Le processus n'a pas commencé avec lui et s'est poursuivi plus tard, avec Biden et par d'autres moyens : au lieu de la guerre commerciale, ce sera la guerre en Ukraine. Nous nous trouvons donc face à un processus historique que nous analysons avec la difficulté de celui qui analyse le courant des eaux tout en se laissant porter par elles.

À partir du XVe siècle, l'Europe se dit l'éducatrice du monde. Et le livret des éducateurs était dominé par l'idée qu'éduquer l'autre c'est dévorer l'autre. Dévorer est un progrès pour ceux qui dévorent et un destin commun pour ceux qui sont dévorés. Dévorer est toujours un progrès, que ce soit par l'évangélisation, l'achat, le vol, l'occupation, la guerre ou l'assimilation. Par dévorer, nous entendons une forme d'anthropophagie. La forme européenne s'est elle-même qualifiée de civilisation, et par conséquent toutes les autres formes d'anthropophagie que les éducateurs européens ont rencontrées dans le monde ont été déclarées barbares et, en tant que telles, interdites et diabolisées. Trump n'est pas seulement un fils légitime, mais aussi un élève qui a bien appris la leçon que lui ont donnée les éducateurs européens.

Aussi frappantes que soient les ruptures entre la politique habituelle et le tsunami de Trump, j'ai tendance à voir des continuités, et ce sont elles qui signifient le danger de l'époque dans laquelle nous vivons. Le fait que les ruptures soient soulignées nous fait penser qu'une fois que Trump sera de l'histoire ancienne, tout redeviendra comme avant. Ce ne sera pas comme ça. Trump est historiquement le spectacle du déclin de ce que nous appelons l'Occident. Il ne s'agit pas du déclin des États-Unis, mais du déclin de l'Europe et du monde occidental.

Le long cycle commencé au XVe siècle touche à sa fin. L'ignorance de ce fait de la part de la social-démocratie européenne (qui se suicide depuis 1980) est bien exprimée dans la récente publication de Social Europe, de la Fondation Friedrich-Ebert, intitulée « EU Forward: Shaping European Politics & Policy in the Second Half of the 2020s » (2025).

Les ruines expliquées par ceux qui les ont provoquées se limitent à proposer des solutions qu'eux-mêmes ont rejetées à un moment où elles auraient pu être possibles et le désastre évité. Depuis 1945, le pacte colonial entre l'Europe et les États-Unis a été inversé. L'autonomie accordée à l'Europe divisée et la générosité de sa défense (OTAN) étaient destinées à contenir le danger communiste. L'Europe a tellement intériorisé ce rôle qu'elle n'a plus d'autre choix que d'inventer un danger communiste inexistant pour survivre. L'Europe est désormais une colonie de ses anciennes colonies, sans qu'aucune d'entre elles n'ait connu un véritable processus de décolonisation.

La matrice européenne de Trump

La matrice européenne possède les composantes suivantes : supériorité civilisationnelle ; rationalité instrumentale; exclusivité épistémique de la science et de la technologie ; relation étroite entre le commerce et la guerre ; conquête ou contrat inégal ; le pacte est valable quand cela est commode ; ligne abyssale entre les êtres pleinement humains et les êtres sous-humains ; La nature nous appartient, nous n'appartenons pas à la nature ; souveraineté, ennemis intérieurs et ennemis extérieurs ; révolution/contre-révolution dialectique. Cette matrice n'est pas descendue du ciel et n'a pas été révélée aux descendants ultérieurs de Moïse. Elle est constitutive de la structure de domination (exploitation, oppression, discrimination) de la modernité occidentale, composée de trois piliers principaux et intrinsèquement liés de la domination : le capitalisme, le colonialisme et le patriarcat.

Cette triade a beaucoup varié au cours des siècles, mais reste intacte, hier comme aujourd'hui, et a toujours été servie par des dominations satellites, qu'il s'agisse de caste, de capacitisme, d'âgisme, de religion, de politique, etc.

Cette matrice n'est pas exhaustive, elle a eu de multiples interprétations et versions et a produit des effets contradictoires. La modernité européenne a aussi permis à deux grands intellectuels maudits, l'un au début du cycle et l'autre au début de la fin du cycle, de voir comme personne d'autre les contradictions des interprétations dominantes de cette matrice et les catastrophes qu'elle allait produire. Je fais référence à Baruch Espinosa et à Karl Marx.

Supériorité civilisatrice

Dans la modernité occidentale, la supériorité civilisationnelle présuppose la supériorité raciale. À son tour, la supériorité raciale présuppose que les mêmes procédures et institutions ne peuvent pas être utilisées avec des inférieurs ou avec des égaux. Selon la logique profane, d'Aristote à Nietzsche, ce serait une contradiction de traiter les inégaux comme des égaux. Le racisme et le militarisme ont toujours été les sous-textes de la supériorité civilisationnelle. Dévorer au nom de la supériorité civilisationnelle, quel que soit l'instrument utilisé, provoque une forme spécifique d'anxiété dérivée de la réaction possible de ceux qui sont destinés à être dévorés. Le racisme déshumanise pour légitimer la brutalité de la répression, le militarisme élimine.

Trump préfère le racisme extrême car il lui permet de combiner déshumanisation et élimination. Contrairement aux Indiens, les immigrants ne doivent pas être éliminés. Ils sont transférés vers leur

pays d'origine ou vers de nouvelles réserves, soit à Guantanamo, soit au Salvador. Les immigrants sont menottés pour dramatiser le contraste avec la libération des vrais Américains.

La rationalité instrumentale et l'exclusivité épistémique de la science et de la technologie

Le principe moderne selon lequel la connaissance est pouvoir ne serait un principe bienveillant que s'il reconnaissait la pluralité des connaissances existant dans le monde et célébrait les possibilités d'enrichissement mutuel. Au lieu de cela, la priorité exclusive a été donnée à la science et, plus tard, à la technoscience. Cela a eu les conséquences suivantes : un développement scientifique et technologique sans précédent ; épistémicide de masse, c'est-à-dire la destruction, la suppression ou la marginalisation de toutes les connaissances considérées comme non scientifiques ; la construction d'un sens commun selon lequel être rationnel signifie adapter les moyens aux fins proposées sans qu'ils fassent l'objet de discussion (efficacité) ; la dévaluation de l'éthique résultant de la substitution du raisonnable au rationnel ; décalage croissant entre conscience technique et conscience éthique, au détriment de cette dernière ; rejet des limites extérieures de la connaissance scientifique, c'est-à-dire des questions auxquelles la science ne pourra jamais répondre, peu importe ses avancées, pour la simple raison que ces questions ne peuvent pas être formulées scientifiquement (par exemple, quel est le sens de la vie ?) ; la tendance à transformer les problèmes politiques en problèmes techniques et à réduire les questions qualitatives à des questions quantitatives.

Elon Musk est le visage visible et caricatural de l'extrémisme auquel peut conduire ce type de rationalité. Mais il n'est pas la cause, mais la conséquence. Ceux qui le critiquent pour son triomphalisme délirant sont les mêmes qui célèbrent l'intelligence artificielle sans se rendre compte qu'il s'agit de deux manifestations du même type d'intelligence et du même type d'artificialité.

Poussée à l'extrême, la rationalité instrumentale implique une irrationalité éthico-politique. La montée actuelle de l'extrême droite en est un exemple.

L'utilisation rationnelle des ressources naturelles et humaines

La rationalité instrumentale de la domination capitaliste, colonialiste et patriarcale moderne s'est donnée pour objectif de maximiser l'accumulation des ressources comme condition de maximisation des profits ; Les moyens pour y parvenir étaient ceux que chaque époque rendait possibles, face à la résistance des « dépossédés » ou des dépossédés, qu'ils soient humains ou de la nature. Avant d'être utilisé par les marxistes pour caractériser les relations de travail, le concept d'exploitation avait longtemps été utilisé pour exploiter la nature selon le même principe selon lequel la connaissance est pouvoir. Le néolibéralisme dans les relations industrielles et l'effondrement écologique sont les deux faces d'une même médaille. Tout comme : « Drill, baby, drill, ! » et le traitement des travailleurs immigrés sont les deux faces d'une même médaille.

Dans la logique de la rationalité moderne, tout ce qui est rationnellement utilisable est nature. Cela semble contradictoire car la distinction entre nature et humanité est centrale au moins depuis les Lumières :

la nature nous appartient ; nous n'appartenons pas à la nature. En fait, il n'y a pas de contradiction car la définition de chacun des termes reste toujours ouverte, de sorte que tout ce qui peut être utilisé rationnellement comme ressource cumulative devient nature. Les peuples autochtones étaient la nature, tout comme les femmes et les esclaves. Et si nous observons aujourd'hui comment les corps humains sont industrialisés pour fonctionner efficacement dans les nouvelles configurations de travail, ce qui est en jeu est la re-naturalisation de l'humain.

Relation étroite entre le commerce et la guerre

Depuis ses débuts, le commerce et la guerre ont été les deux faces de l'expansion coloniale européenne. Francisco de Vitoria (1483-1546), grand défenseur du libre-échange, de la propriété individuelle et du droit international, est également le partisan de la guerre juste chaque fois que les valeurs susmentionnées sont violées. En effet, aux yeux des critiques de l'universalisme libéral, celui-ci a toujours été stigmatisé comme justifiant la guerre au nom de principes qui ne profitent qu'à une seule partie, celle qui a le pouvoir, à un moment historique donné, de définir ce qu'est l'universalisme libéral. Le double standard comme principe de gouvernement est inhérent à la modernité occidentale. Le principe selon lequel les pactes doivent être respectés (pacta sunt servanda) a toujours été appliqué avec une clause invisible (pour les imprudents) : « tant que cela convient aux puissants ».

Dans la matrice de la domination moderne, la guerre est le début et la fin, le premier et le dernier recours. Entre les deux, dépossession ou accumulation primitive (et permanente), vol, commerce, échange inégal, esclavage, travail féminin non rémunéré, etc. Pour que tout se déroule dans le cadre de la civilisation et non de la barbarie, on a inventé la diplomatie et les contrats inégaux. Adam Smith a mis en garde contre l'existence de contrats inégaux chaque fois qu'il y avait une inégalité de conditions matérielles ou autres entre les parties au contrat. L'inégalité la plus grande se produit lorsque la partie la plus faible n'a d'autre choix que d'accepter le contrat aux conditions offertes par la partie la plus forte. Des contrats de travail et de services entre individus et entreprises multinationales aux contrats d'exploitation des ressources naturelles et aux accords commerciaux entre pays centraux et périphériques, il existe une longue histoire de contrats inégaux dans la modernité occidentale.

La ligne abyssale entre les êtres pleinement humains et les êtres sous-humains

La hiérarchie entre civilisation et barbarie a pris des caractéristiques différentes au fil des siècles. À partir du XVI^e siècle, cette hiérarchie a été utilisée pour justifier le colonialisme, d'abord justifié par la religion, puis, avec les Lumières, par la science. La supériorité civilisationnelle est devenue raciale, blanche. Comme le dit Frantz Fanon dans *Peaux noires, masques blancs*, c'est le raciste qui crée son inférieur. Dès lors, l'idée d'humanité universelle, si chère aux Lumières, en vient à dépendre des limites de l'univers de ce qui est considéré comme humain.

Et, par définition de la supériorité civilisationnelle, cet univers n'englobe pas tous les humains.

Une ligne abyssale se dessine entre les êtres pleinement humains (ceux qui appartiennent à la sociabilité métropolitaine) et les êtres sous-humains (ceux qui appartiennent à la sociabilité coloniale). La démarcation entre exclusion et inclusion est si radicale que, bien qu'elle ait été institutionnalisée pendant la période du colonialisme historique (l'esclavage, le Code noir de 1695, les lois ségrégationnistes Jim Crow de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, les codes d'indigénisme portugais à partir des années 1920), elle est devenue une seconde nature pour la civilisation occidentale et, en tant que telle, a survécu à la fin du colonialisme historique et à la fin de toute législation discriminatoire.

Il s'agit aujourd'hui d'une ligne aussi radicale qu'invisible dans l'espace des régulations institutionnelles. C'est la base du racisme, du vol continu des ressources naturelles du Sud global et de l'échange inégal entre les pays centraux et périphériques du système mondial. Dans la modernité euro-centrique, l'humanité n'est pas possible sans sous-humanité. S'agissant d'une ligne abyssale, son existence ne dépend pas de lois ou de démarcations physiques (comme l'apartheid) car elle est inscrite au plus profond de l'inconscient collectif de la modernité occidentale. Cela ne signifie pas qu'il ne soit pas toujours disponible pour être consulté lorsque cela convient aux pouvoirs politiques chargés de reproduire la domination moderne. Les murs qui ferment les frontières et les expulsions massives de criminels présumés en sont les deux formes les plus visibles aujourd'hui.

Rappelons que les déportations, bien qu'elles aient une très longue histoire, furent l'une des principales formes de punition de la population durant la première période de l'expansion coloniale européenne. Les Portugais ont commencé à l'utiliser au XVI^e siècle, en envoyant des condamnés dans les territoires « découverts » ; À partir de 1717, les Britanniques déportèrent quelque 40 000 personnes vers les colonies, d'abord en Amérique du Nord, puis en Australie (entre 1787 et 1855). À la lumière de cette histoire, il est compréhensible que Trump insiste autant sur le fait que les immigrants sont tous des criminels. Il a bien appris la leçon européenne.

Conquête

Le principe de conquête est inhérent à la modernité occidentale. Elle ne se limite pas à la conquête territoriale ; Elle inclut également la conquête de la religion, de la spiritualité, de l'esprit, des émotions et de la subjectivité. La conquête utilise de multiples armes, tant militaires qu'économiques, éducatives, discursives, religieuses et récréatives. La conquête «sait» qu'elle rencontrera plus ou moins de résistance et opère donc selon la logique de la neutralisation préventive. L'usage le plus efficace et le plus économique de la force est la menace. La conquête implique le vol, l'achat, l'appropriation, la diplomatie et la violence. Si nous observons le territoire actuel des États-Unis, nous voyons qu'il est le résultat de l'exercice le plus radical du plan moderne de conquête. Trump reste fidèle à cet exercice lorsqu'il imagine ses nouvelles conquêtes territoriales.

Souveraineté, ennemis intérieurs et ennemis extérieurs

L'idée de souveraineté moderne issue du traité de

Westphalie (1648) est à l'origine à la fois du nationalisme et de l'internationalisme modernes. Chacune d'entre elles était à la fois une réalité et une invention et leurs significations politiques étaient différentes, voire contradictoires, au fil du temps et selon les circonstances. L'exacerbation du nationalisme parmi les pays colonisateurs a toujours été le signe avant-coureur de la guerre, tandis que le nationalisme des pays colonisés était une condition de l'indépendance. Les États-Unis étant une colonie qui a obtenu son indépendance sans être décolonisée, le nationalisme a été au service de la guerre et de l'isolationnisme.

Cette ambiguïté du concept de souveraineté, tout en créant une distinction entre ennemis internes et externes, a permis sa manipulation au service des intérêts politiques du moment. Ainsi, les immigrants sont, selon Trump, une entité hybride, entre l'ennemi intérieur et l'ennemi extérieur. La même manipulation est possible avec des amis internes et externes. Beaucoup seront surpris que Trump ait commencé par punir ses amis les plus proches (le Canada, le Mexique, l'Europe) avec des tarifs douaniers. Dans la logique de Trump, comme dans celle de Francisco de Vitoria, tout rival économique est un ennemi politique, aussi amical qu'il puisse paraître.

Révolution/contre-révolution dialectique

En raison de son expansionnisme incessant et inconditionnel, la modernité occidentale est constituée par la dialectique entre insurrection et contre-insurrection. Tous deux utilisent des méthodes plus ou moins violentes à des moments différents et selon les circonstances.

Nous sommes dans une période où l'insurrection utilise des méthodes non violentes (démocratie, système judiciaire, opinion publique), tandis que la contre-insurrection utilise de plus en plus des méthodes violentes (discours de haine, montée de l'extrême droite, menace de guerre). Personne ne peut prévoir les conséquences de cette divergence. Dans le passé, cette divergence a conduit à la prévalence de la contre-insurrection.

Et maintenant ?

L'exceptionnalisme américain est-il démystifié ?

Oui. Comme l'Europe et tous les pays du monde, les États-Unis peuvent produire des héros et des méchants, ils peuvent créer des démocraties et les détruire. La différence entre les avantages et les inconvénients réside dans le pouvoir de chaque pays dans le système mondial moderne.

Le fascisme peut-il revenir ?

Oui et non. Hitler a organisé un coup d'État en 1933 après avoir remporté les élections de 1932. Trump a remporté les premières élections en 2016 pour préparer le coup d'État institutionnel (les nominations à la Cour suprême) et exerce désormais son nouveau mandat comme s'il s'agissait d'un coup d'État démocratique. L'extrême droite mondiale est très attentive à définir dans chaque pays quelle stratégie, dans le même sens, conduira aux mêmes résultats.

Y aura-t-il une guerre mondiale ?

C'est probable. Dans le cas des guerres précédentes, certains des plus grands défenseurs de la paix étaient ceux qui s'étaient le plus préparés à la guerre et l'avaient ensuite menée. S'il y a une guerre, ce sera avec la Chine, et cette fois, le territoire américain

sera le théâtre de la guerre. Je pense que les Américains sont tellement accros à l'idée d'exceptionnalisme qu'ils ne l'ont pas encore réalisé.

La gauche peut-elle parfois être d'accord avec Trump ?

Cette réponse est sans doute la plus controversée. Mais prenons l'exemple de l'USAID. Pendant des années, les analystes critiques ont critiqué l'USAID comme étant l'aile bienveillante de la contre-insurrection de la CIA. Elle a été créée en 1961 pour empêcher la révolution cubaine de se propager à travers le sous-continent. L'aide humanitaire a toujours consisté à développer des attitudes et des comportements favorables à l'impérialisme américain. Les commentateurs au service de l'empire (qui se trompent toujours sur les intentions de l'empire) déplorent tous ce dernier coup porté par Trump à la bienveillance de l'aide américaine aux peuples les plus défavorisés. Cette aide a sans aucun doute été d'une valeur inestimable pour la population et son arrêt brutal créera beaucoup de souffrances. Mais la Chine et ses alliés combleront bientôt le vide laissé par l'USAID. Avec de meilleures conditions pour les pays bénéficiaires ? Probablement oui, tant que la Chine est l'empire émergent. Après on verra.

Article soumis par l'auteur à Other News

**Sociologue. Professeur retraité de la Faculté d'Économie de l'Université de Coimbra (Portugal). Professeur émérite à l'Université du Wisconsin-Madison (États-Unis)*

L'ONU exige un Conseil de sécurité plus représentatif dans un monde en changement



Par : Isabel Cortés

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni le 18 février 2025 lors d'une session de haut niveau pour discuter de l'urgente nécessité de réformer la gouvernance mondiale et de renforcer le multilatéralisme.

Sous la présidence de la Chine, qui dirige le Conseil de sécurité ce mois-ci, la rencontre portait le titre : « Pratiquer le multilatéralisme, réformer et améliorer la gouvernance mondiale » et a rassemblé des figures clés de la diplomatie internationale.

Le ministre des Affaires étrangères de la Chine, Wang Yi, a présidé la réunion et, dans son discours inaugural, a appelé les États membres à travailler pour un ordre mondial plus équitable. « Nous devons bâtir un monde multipolaire, égalitaire et ordonné », a déclaré Wang, soulignant l'importance de respecter

la Charte des Nations Unies et le droit international sans recourir à des doubles standards. Il a également exhorté la communauté internationale à renforcer la coopération et à promouvoir un système mondial fondé sur l'ouverture et le bénéfice mutuel.

L'un des points centraux du débat a été la proposition de réforme du Conseil de sécurité, portée par le secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Dans son intervention, Guterres a insisté sur la nécessité que le Conseil reflète mieux la réalité géopolitique actuelle et non celle d'il y a quatre-vingts ans, lorsqu'il a été créé. « Ce Conseil doit être élargi et devenir plus représentatif », a-t-il déclaré, avertissant que, sans modernisation, sa crédibilité et son efficacité resteront en péril.

Le contexte de cette réunion est particulièrement complexe. La communauté internationale fait face à des crises prolongées dans plusieurs régions, des conflits au Moyen-Orient aux tensions géopolitiques en Europe de l'Est. Le manque de consensus au sein du Conseil de sécurité et l'usage régulier du droit de veto par les membres permanents ont suscité des critiques, ces blocages ayant freiné des actions décisives à des moments cruciaux. Cette paralysie a amené plusieurs pays à remettre en question la capacité de l'ONU à répondre aux défis actuels en matière de sécurité mondiale.

La Chine, qui dirige le Conseil ce mois-ci, a manifesté son intention d'encourager le dialogue et de réduire les divisions entre les États membres. Le représentant permanent de la Chine à l'ONU, Fu Cong, a exprimé ses préoccupations quant à l'inefficacité du Conseil. « Trop souvent, la division et la confrontation ont remplacé la

coopération. Cette situation ne peut plus durer », a-t-il affirmé, un message qui a trouvé un écho parmi plusieurs pays en développement.

Lors de la session, de nombreuses nations d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie ont exprimé leur soutien à une réforme structurelle du Conseil de sécurité pour assurer une représentation plus juste. Elles ont fait valoir que le système actuel, dominé par cinq membres permanents disposant d'un droit de veto, ne répond plus aux besoins du XXI^e siècle. Leur principale demande est d'inclure davantage de pays dans le processus de prise de décision afin de renforcer la légitimité de l'organisation.

Outre la réforme structurelle du Conseil, la session a abordé d'autres défis mondiaux nécessitant une réponse multilatérale, notamment les changements

climatiques, la prolifération des technologies de rupture et l'intelligence artificielle non réglementée. L'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la coopération internationale pour faire face à ces enjeux de manière coordonnée, évitant qu'ils ne deviennent des sources de conflit ou d'inégalité.

À la fin de la session, les représentants des États membres ont convenu de l'urgence de moderniser le système multilatéral et de doter l'ONU d'outils plus efficaces pour répondre aux défis mondiaux. Bien qu'aucun accord concret n'ait été atteint, le débat a clairement montré qu'un consensus grandissant émerge sur la nécessité de réformer le Conseil de sécurité. Les discussions devraient se poursuivre dans les mois à venir dans l'objectif de bâtir une gouvernance mondiale plus représentative et efficace, capable d'assurer la paix et la sécurité internationales dans un monde en constante transformation.

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a conclu : « La force du multilatéralisme repose sur l'engagement de chaque pays à son égard ».

Regardez ici la session complète du Conseil de sécurité de l'ONU :

<https://www.youtube.com/watch?v=RCeZsgyrr4k>

Des nouvelles du CAPMO

Jeudi 10 avril à 18 h 30

Soirée mensuelle avec le Collectif TRAAQ et Accès transport viable
Rues sans peur, une recherche action pour le projet Femmes et mobilité

25 ans du mouvement de la Marche mondiale des femmes

Présentation de Marie-Hélène Fortier de
la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes

Au CAPMO, Jeudi 13 mars à 18 h 30

Un repas sera offert à compter de 17 h

Mercredi 9 avril, sous forme 5 à 7

Lancement du livre : C'est injuste, en présence des auteures

À la Korrigane, en collaboration avec

les Amis de la Terre de Québec et le Carrefour d'éducation à la solidarité internationale de Québec

Semaine contre le racisme

Marche contre le racisme

Samedi 29 mars à 13 h, Parc Cartier-Brébeuf à Québec

Manifestation pour le transport collectif

Vendredi 28 mars

(En préparation)